

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

INTITULÉ ET CODE : 2025_Clermont Auvergne Metropole_Opérations d'accompagnement renforcé et individualisé des participants du PLIE (ARA-OI1279)

RÉGION ADMINISTRATIVE : Auvergne-Rhône-Alpes

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Clermont Auvergne Métropole

SERVICE GESTIONNAIRE : Clermont auvergne Metropole - Direction emploi insertion solidarité - fse

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 04/11/2024

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2025 au 31/12/2025

DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION : 12 mois

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 12 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 600 000 €

MONTANT MINIMUM FSE+/FTJ : 6 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+/FTJ MAXIMUM : 60 %

THÈME Opérations d'accompagnement renforcé et individualisé des participants du PLIE

MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE : 10 000 €

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 08/01/2025



DESCRIPTION ET CONTEXTE :

Le présent appel à projets concerne des opérations d'accompagnement renforcé, global et individualisé des participants du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) de la Métropole clermontoise par des référents de parcours uniques chargés de coordonner et mettre en œuvre les parcours d'insertion des publics.

L'intervention du PLIE est articulée autour de l'action de Référents de parcours chargés de la construction et du suivi des parcours d'insertion des participants vers l'emploi. Les partenaires du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi collaborent pour développer les actions collectives visant à la fois à remobiliser les participants mais aussi à favoriser la levée des freins multiples dans une perspective d'insertion professionnelle.

Conformément aux directives de l'Autorité de gestion du FSE+, le taux d'intervention minimum du FSE+ sur chaque opération est de 10%.

A - Le PLIE de la métropole Clermontoise

1 - Le contexte

Les PLIE sont l'expression d'une volonté politique locale, partagée par différents acteurs (communes ou regroupements de communes, départements, régions, État), d'agir de manière concertée sur un territoire, afin de construire des parcours de retour à l'emploi pour des populations en grandes difficultés économiques et sociales.

Depuis 1996, le PLIE de la Métropole Clermontoise agit pour l'insertion professionnelle des publics très éloignés de l'emploi au travers de la mobilisation croisée des dispositifs de droit commun existants, des outils et actions qu'il développe en propre et d'un accompagnement renforcé et individualisé qui, ensemble, constituent sa marque de fabrique.

De manière générale, l'analyse du positionnement, du fonctionnement et des résultats obtenus par le PLIE Métropolitain sur la période 2015-2021 écoulée permet d'affirmer qu'il s'agit d'un dispositif :

- quantitativement significatif : le PLIE permet d'accompagner chaque année environ 1.500 personnes et, chaque année, de faire entrer 500 nouveaux participants en moyenne, touchant ainsi environ 10% du public-cible du territoire ;
- efficace : 53% des sorties observées sur la période 2015-2021 sont positives (pour 42% au niveau de l'ensemble des PLIE en France), c'est-à-dire débouchant sur un emploi en CDI ou en CDD de plus de 6 mois, une création d'entreprise ou une formation longue ;
- efficient : par son action volontaire de mutualisation des moyens, ressources et expertises, le PLIE propose une méthode de travail et de collaboration propre à optimiser l'efficacité des actions engagées.

Fort de ces constats, largement confirmés par l'évaluation finale du dispositif, les partenaires du PLIE - Clermont Auvergne Métropole, le Conseil Départemental du Puy-de-Dôme, le Conseil Régional d'Auvergne, l'État et France Travail – ont signé le 1er février 2022 le nouveau protocole pour poursuivre le dispositif pour la période 2022-2027.

2 - Les participants



Les participants du PLIE doivent être résidents sur le territoire de la Métropole Clermontoise et sont prioritairement :

- les personnes demandeurs d'emploi de longue durée ;
- les personnes bénéficiaires du RSA ou des minimas sociaux ;
- les parents isolés ;
- les travailleurs handicapés ;
- les habitants des territoires prioritaires.
- les personnes en difficultés de logement et en recherche effective d'emploi ;
- les personnes en situation de précarité financière (QF<770€/mois)

Si l'accompagnement des jeunes de moins de 26 ans est du ressort des deux Missions locales du territoire, les jeunes de moins de 26 ans sans qualification peuvent être bénéficiaires des actions du PLIE.

Par principe, il sera recherché une parité homme/femme dans l'intégration et l'accompagnement des participants du PLIE.

Au-delà de ces éléments, l'intégration des participants dans le PLIE suppose :

- qu'ils soient effectivement à la recherche d'un emploi;
- qu'ils adhèrent à la démarche d'accompagnement proposée par le PLIE.

Le statut seul ne constitue donc pas en soi un critère d'entrée des participants dans le PLIE. L'orientation des publics est prioritairement assurée par les prescripteurs partenaires du dispositif.

Pour les signataires du protocole, il est essentiel que l'ensemble des acteurs du territoire contribuent à l'identification et à la mobilisation des publics en difficulté. Le PLIE s'appuie sur un vaste réseau d'acteurs et de prescripteurs pour démultiplier les lieux d'accueil et permettre d'aller vers les publics dans une approche proactive.

L'entrée des publics dans le PLIE de la Métropole Clermontoise comme le suivi des parcours et la validation des sorties sont de la responsabilité d'une commission des parcours qui a pour but de veiller à la cohérence des parcours d'insertion mis en œuvre, d'en analyser les forces et les faiblesses et de proposer des solutions pour éviter et/ou limiter les risques de rupture dans la dynamique de parcours.

Cette commission est composée de l'équipe d'animation du PLIE, des référents de parcours et d'un représentant des équipes opérationnelles de France Travail et du Conseil Départemental du Puy-de-Dôme en charge du RSA.

Pour rappel, le territoire d'action et d'intégration des participants du PLIE de la Métropole Clermontoise couvre les 21 communes du territoire de Clermont Auvergne Métropole, à savoir : Aubière, Aulnat, Beaumont, Blanzat, Cébazat, Ceyrat, Chamalières, Châteaugay, Clermont-Ferrand, Cournon d'Auvergne, Durtol, Gerzat, Le Cendre, Lempdes, Nohanent, Orcines, Pérignat-lès-Sarliève, Pont-du-Château, Romagnat, Royat et Saint-Genès-Champanelle.

3 - Les principes d'actions

Les partenaires du dispositif PLIE positionnent leurs actions dans l'ingénierie et la mise en œuvre de parcours individualisés d'insertion vers l'emploi, en complément et en relais de l'action du réseau pour l'emploi.

Les principes suivants guident l'action du PLIE :

- le droit pour les participants à un accompagnement à l'emploi individualisé, quel que soit leur statut;
- la nécessité de réduire les écarts en termes d'emploi et d'insertion entre les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville et l'ensemble du territoire métropolitain;
- le rôle primordial du tissu associatif de proximité, associé au réseau pour l'emploi dans la lutte contre les exclusions;
- l'indispensable implication des acteurs économiques dans la réussite des parcours des participants;
- le fait que la lutte contre les exclusions et le développement de l'emploi et de l'insertion soient une responsabilité partagée entre les acteurs du territoire.

Dans ce contexte d'ensemble, le PLIE de la Métropole Clermontoise se déploie de manière souple dans le cadre de quatre axes structurants :

- Axe 1: accompagnement individuel renforcé;
- Axe 2: actions de développement des compétences, de remobilisation et pour la levée des freins périphériques à l'emploi;
- Axe 3: actions de mise en situation de travail salarié et d'insertion par l'activité économique;
- Axe 4: promotion de l'emploi par la commande publique.

Les parcours vers l'emploi au sein du PLIE pourront mobiliser ces différents axes en fonction des besoins réels des participants, en conjuguant au mieux actions individuelles et actions collectives, étapes de travail et accompagnement.

Pour y parvenir, le PLIE s'appuiera sur un vaste réseau de prescripteurs, institutionnels et associatifs, avec lesquels il entretient des relations opérationnelles de travail tout au long du parcours des participants, de leur entrée dans le dispositif jusqu'à leur sortie.

Il cherchera également à développer les synergies entre son action et la compétence communautaire de développement économique.

4 - Les objectifs quantitatifs du PLIE

Les objectifs quantitatifs du PLIE pour la période 2022-2027 ont été fixés en tenant compte à la fois de l'offre et de la demande d'emploi sur le territoire, des résultats obtenus par les PLIE précédents en termes d'intégration et de sortie et d'un niveau d'activité réaliste des référents de parcours en charge de l'accompagnement renforcé des participants.

Dans ce contexte, le PLIE de la métropole Clermontoise se fixe pour objectif pour la période 2022-2027 d'accompagner chaque année de l'ordre de 1500 personnes en parcours, pour un objectif final d'au moins 50% de sorties sur emploi durable (CDI et CDD de plus de 6 mois), entrées en formation qualifiante ou créations d'activité, dans l'hypothèse d'une durée moyenne de parcours de 20 mois.

Ces objectifs reflètent la volonté politique des signataires du PLIE de permettre par le biais de ce dispositif de proposer aux publics cibles un taux de couverture quantitative des besoins de l'ordre de 10% environ.

B - Le contexte local et l'intervention du PLIE

1 - Le contexte local



Données statistiques sur le contexte local :

- 12 183 demandeurs d'emploi de catégories A fin décembre 2023 (+3% en 1 an)
- Dont 52% d'hommes et 48% de femmes
- Dont 20% de moins de 26 ans (augmentation du nombre : +10,7% en 1 an)
- Et 23% de plus de 50 ans (baisse du nombre : -1,8% en 1 an)
- Dont 36% de personnes inscrites depuis plus d'un an (baisse du nombre : - 1,5% en 1 an)
- Dont 34% de bénéficiaires RSA (augmentation du nombre : + 3,7% en 1 an)
- Dont 52% relevant du PIC (baisse du nombre : - 1% en 1 an)
- Et 11% habitant en QPV (octobre 2022)
- 17 376 entreprises du secteur privé (1er trimestre 2024)
- 110 803 emplois salariés (1er trimestre 2024)
- 108 560 offres d'emploi enregistrées par France Travail 1er trimestre 2023 au 1er trimestre 2024 (-6,7% en 1 an)

2 - L'intervention du PLIE

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté. Il mobilise, pour la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs clairement identifiés, l'ensemble des acteurs intervenant, avec l'État et le Réseau pour l'emploi matière d'insertion socioprofessionnelle, d'emploi et de développement économique et local : collectivités locales, entreprises et organismes socioprofessionnels, missions locales, structures d'insertion par l'activité économique, associations.

Ses missions :

- Accompagnement à l'emploi : proposer aux publics concernés un accompagnement à l'emploi individualisé et dynamique dont l'objectif est l'accès et la stabilisation à l'emploi ou l'accès à la qualification ;
- Médiation à l'emploi : renforcer et diversifier toutes formes de coopération avec les organisations professionnelles et les entreprises susceptibles de contribuer au retour à l'emploi durable des participants du PLIE et à l'évolution des pratiques de recrutement ; un appui à l'émergence de nouvelles pratiques, leur capitalisation et leur développement. Développement des actions de promotion de l'emploi par la commande publique et de la clause d'insertion au niveau du Département.
- Ingénierie de projet : promouvoir et favoriser l'émergence de toute initiative (actions de remobilisation, d'insertion...) permettant la préparation des publics ciblés en amont de l'accès à l'emploi et par la levée des freins sociaux ;
- Animation du dispositif : assurer l'animation des différentes instances de décisions et l'animation du partenariat opérationnel territorial, ainsi que le suivi de l'activité et de l'impact des actions mises en œuvre.

Dans la concrétisation de ces différentes missions, le PLIE veille en permanence à la prise en compte des principes horizontaux des politiques européennes et nationales notamment en termes d'égalité entre les femmes et les hommes, d'égalité des chances et de non-discrimination ainsi que l'accessibilité aux personnes en situation de handicap.

Le PLIE Clermont Auvergne Métropole s'adresse à une multiplicité de publics et d'acteurs tels que :

- Les demandeurs d'emploi ;
- Les entreprises ;
- Les acteurs de l'orientation, de l'insertion, de la formation, de l'emploi, de la création d'activité et du développement économique ;
- Les institutionnels ;
- Les élus.

Il s'agit du premier appel à projet FSE+ de la Métropole qui portera spécifiquement sur l'année 2025, d'autres appels à projets seront publiés en 2025 notamment sur les étapes de parcours des participants, l'animation territoriale et la coordination du dispositif PLIE, la facilitation des clauses sociales, et sur les Référents internes de la Métropole.

Il est également pris en compte le décret du 28 décembre 2023 modifiant les territoires prioritaires de la politique de la ville.

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

• **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

• **Objectif spécifique**

1.h Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

• **Contexte de l'objectif spécifique**

Le présent appel à projet s'intègre dans la priorité 1 du PON FSE + 2021-2027 et dans son objectif spécifique H " Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes". L'objectif ultime de cet Objectif spécifique est l'insertion socioprofessionnelle défavorisés durable des participants. Les parcours d'insertion des participants structurés par les opérations de cet OS permettront d'articuler le levée des freins sociaux et professionnels des participants afin d'assurer leur insertion durable sur le marché du travail.

Clermont Auvergne Métropole s'est engagée avec l'Etat, le Département du Puy-de-Dôme, le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes et France Travail dans la mise en place d'une action concertée sur l'insertion et l'Emploi sur la période 2022-2027 notamment via la signature du Protocole d'Accord du PLIE. Les signataires de ce dernier souhaitent que le PLIE soit un projet collectif co-construit dans lequel les organisations signataires se reconnaissent et s'impliquent. Dans cette perspective, ils ont positionné l'action de Clermont Auvergne Métropole en faveur de l'ingénierie et de la mise en oeuvre de parcours individualisés et coordonnés d'insertion vers l'emploi, en complément et en relais de l'action du Réseau pour l'emploi, et articulée au mieux avec le Pacte des solidarités et les politiques de résorption du mal-logement.

Les signataires du Protocole réaffirment le droit pour les participants à un accompagnement à l'emploi individualisé, quelle que soit leur situation personnelle et administrative. Ils rappellent en outre l'indispensable implication et contribution des acteurs économiques, entreprises, organisations et branches professionnelles, etc. dans la réussite des parcours des participants. Ils considèrent enfin que la lutte contre les exclusions et le développement de l'emploi et de l'insertion sont une responsabilité partagée entre les acteurs du territoire.

Les opérations FSE relatives à cet OS viseront donc :

- À mettre en œuvre des parcours individualisés et renforcés vers l'emploi eu égard aux différents types de freins à lever, dans une approche globale de la personne.
- D'orienter, de former et d'accompagner des publics très désocialisés.
- D'améliorer l'ingénierie de parcours.

Objectifs

L'intervention du PLIE est articulée autour de l'action de Référents de parcours chargés de la construction et du suivi des parcours d'insertion des participants vers l'emploi. Les structures employeurs et les Référents de parcours s'inscrivent pleinement dans les principes et objectifs du PLIE définis ci-dessus.

1 - Les modalités d'intervention du Référent de parcours

• **La phase d'intégration des participants sur l'accompagnement personnalisé**

L'orientation des publics vers le PLIE est effectuée par des prescripteurs. Ces derniers sont des personnes appartenant à une structure publique ou privée et rencontrant du public en difficulté d'insertion professionnelle (ex : élus locaux, responsables associatifs, CCAS, etc.). Les principaux prescripteurs habilités sont :

- L'ensemble des services emploi et des CCAS des Communes de Clermont Auvergne Métropole,
- L'ensemble des agents France Travail des Agences Locales pour l'Emploi situées sur le territoire de compétence de Clermont Auvergne Métropole,
- Les 2 Missions Locales de Clermont et de Couron d'Auvergne,
- L'ensemble des travailleurs sociaux des circonscriptions du Département ayant compétence sur les communes de Clermont Auvergne Métropole,
- Les Associations Intermédiaires et les Entreprises d'Insertion implantées sur la Métropole Clermontoise,
- Les structures « opérateurs du PLIE»...

Le dossier de candidature vers le PLIE doit être signé par le participant potentiel et le prescripteur. Le prescripteur instruit le dossier de candidature dès lors qu'une personne avec laquelle il est en contact lui paraît, a priori, devoir bénéficier d'un accompagnement personnalisé pour réussir son insertion professionnelle. Il le transmet à la Direction du PLIE.

Les participants peuvent aussi entrer sur le PLIE à l'occasion d'une action collective mise en œuvre par le PLIE. Les participants sont positionnés sur les actions par les prescripteurs décrits ci-dessus. Dans le cas où la personne est retenue pour l'action elle devient automatiquement participante du PLIE, le référent de parcours désigné doit toutefois réaliser un bilan socio-professionnel dans les 15

jours suivant l'entrée sur l'action collective. **La Commission de parcours se prononce sur l'entrée effective du participant dans le dispositif PLIE en s'assurant notamment de l'absence de double accompagnement.**

Tous les temps passés par les référents avec les participants (bilan socio-professionnel, suivi dans l'emploi pendant 6 mois...) font partie des dépenses éligibles au FSE.

Suite à cette phase de prescription, les missions du Référent de parcours sont les suivantes :

- Après affectation d'un dossier de candidature par l'Équipe d'animation du PLIE, le Référent de parcours doit proposer un premier entretien dans les 8 jours ouvrés, à compter de la réception du dossier de candidature au PLIE. Le référent de parcours procède à deux, voir trois entretiens maximum, en vue d'établir un bilan socio-professionnel comportant des préconisations précises permettant à la Commission de parcours de valider le parcours PLIE ou à défaut l'orientation vers une autre mesure. Ce bilan socio-professionnel est présenté à la Commission de parcours, sous un délai de 3 semaines à compter de la date de réception du dossier de prescription au PLIE.
- Les entretiens des participants effectués par le référent de parcours, devront se faire à bureaux ouverts.
- Il réalise cette phase dans les quatre semaines maximums qui suivent l'affectation du dossier et s'engage à recevoir le participant sur deux rendez-vous, en moyenne, pour réaliser le bilan socioprofessionnel. Le Référent s'appuiera notamment sur la méthode ODES pour motiver sa préconisation qui sera présentée lors de la commission des parcours.
- Les bilans socio-professionnels sont réalisés en liaison étroite avec les prescripteurs (Agences Locales pour l'Emploi, Travailleurs sociaux, Missions locales...), et le Référent social du participant, s'il existe, afin de s'assurer de la qualité des informations prises en compte pour l'élaboration et la proposition de la stratégie d'insertion élaborée avec la personne et proposée à la Commission des parcours.
- Le Référent précise lors de cette étape les droits et engagements réciproques des cocontractants: Le participant - Le Référent du parcours – La Direction du PLIE
- Le Référent transmet également toutes les informations utiles à l'Équipe opérationnelle du PLIE dans le cadre des réunions par quinzaine auxquelles il participe. Il s'engage à renseigner l'outil Viesion (base de données du PLIE) dans le cadre de la déontologie du Réseau pour l'emploi.

Les référents de parcours devront impérativement être encadrés par un supérieur hiérarchique N+1 dans leur structure. Chaque référent de parcours devra disposer de matériel adéquat fourni par sa structure d'accueil afin d'être autonome dans sa mission d'accompagnement des publics éloignés de l'emploi: a minima, téléphone portable, ordinateur portable, connexion internet...

Les organismes porteurs de projet devront impérativement garantir, lors de la réception du public, le respect des mesures sanitaires nécessaires dans leurs locaux en cas de crise sanitaire avérée (Port du masque, distanciation sociale...) le coût éventuel peut être englobé dans le forfait des 40% des dépenses.

Les organismes doivent obligatoirement disposer d'un lieu dédié à la réception des participants du Plie au sein de leur structure: à minima :bureau aménagé, équipé informatiquement, avec connexion internet et possibilité de stocker de manière sécurisée les dossiers papiers des participants.

La Commission de Validation de parcours est composée de l'équipe opérationnelle du PLIE, soit l'équipe d'animation ainsi que les référents de parcours du PLIE. Elle se réunit tous les 15 jours.

Chaque membre de la Commission délibère sous le sceau du secret professionnel partagé. A l'issue de la Commission de Validation de parcours, l'équipe d'animation informe le prescripteur de la décision prise. Cette information se fait sur la base d'un relevé de décisions à destination des partenaires institutionnels et d'un courrier à destination du prescripteur. L'équipe d'animation saisit la date de la Commission de Validation de parcours dans le logiciel Viesion. Suite à la Commission de Validation de parcours, le participant, le Référent de parcours et la Direction du PLIE signent un contrat d'engagement dans lequel sont stipulés les engagements réciproques des parties.

• La mission d'accompagnement de parcours

Le parcours, défini comme la mobilisation de moyens et de ressources coordonnés et concertés avec la personne et son environnement, constitue le support permettant d'atteindre un objectif (à plus ou moins long terme) sur le plan social et professionnel. Co-responsable du parcours avec le participant, le Référent de parcours construit et met en œuvre avec la personne le parcours pertinent au regard des objectifs d'insertion fixés et contractualisés sous forme d'un contrat d'engagement. A partir des points forts et des difficultés repérées lors de l'accueil du participant, le Référent propose un plan d'action au participant. Les différents engagements du participant et du Référent sont les suivants :

- Le Référent s'engage avec les participants dans un contrat dont les objectifs sont acceptés par les trois parties (le participant, le Référent et l'Équipe d'animation du PLIE),
- Le Référent définit avec chaque participant un parcours d'insertion personnalisé en fonction de son projet et de ses capacités,
- Le Référent assure l'accompagnement individualisé pendant l'ensemble du parcours d'insertion du participant en le rencontrant à intervalles réguliers,
- Le Référent évalue à chaque étape l'état d'avancement du projet individuel et fixe l'étape suivante, ceci dans un temps court, et formalise ces étapes Viesion
- Le Référent travaille en lien direct avec les opérateurs intervenant aux différentes étapes du parcours,
- Le Référent fait évoluer la demande du participant, par l'étude de ses savoir-faire transférables sur des métiers similaires,
- Le Référent travaille le projet professionnel en centrant son activité sur les compétences acquises ou à acquérir,
- Le Référent renseigne pour chaque participant les conditions d'employabilité à partir des fiches métiers (ROME)
- Le Référent assure un suivi rapproché du participant et dans tous les cas :

1. à sa demande

2. en cas de difficulté,

3. lors de chaque nouvelle étape.

- Le Référent participe aux réunions de référents, à la Commission de Validation de parcours ainsi qu'aux formations organisées par l'équipe d'animation du PLIE

- Le Référent transmet à l'équipe d'animation les éléments qualitatifs des parcours d'insertion nécessaires à la mise en œuvre de la programmation

La mission comporte une obligation de réserve concernant les informations données en confidentialité par les participants. Les éléments transmis aux partenaires sont soumis à l'accord de la personne intéressée.

Le Référent se verra confier par l'équipe d'animation du PLIE, le suivi d'une ou de plusieurs Communes de la Métropole (permanences extérieures). Pour permettre aux habitants des Communes membres de bénéficier de ce service, le Référent intervient sur des plages de rendez-vous sur des secteurs de Clermont Auvergne Métropole, notamment les quartiers prioritaires avec une intensité variable à préciser en fonction du nombre de personnes visées. Le Référent de parcours PLIE doit être un interlocuteur privilégié de la Commune concernant les questions relatives à l'insertion et l'emploi et susceptible de faire le lien avec les partenaires concernant les parcours et les étapes de parcours mises en œuvre (contrats aidés, formations complémentaires...).

Le Référent de parcours pourra également se voir confier les missions complémentaires suivantes :

- Suivi d'une ou plusieurs Entreprises classiques ou d'insertion.
- Suivi d'une ou plusieurs actions initiées par le PLIE ou l'un des partenaires du PLIE (participation à diverses réunions, suivi d'actions partenariales etc).

Les temps de travail en face à face avec les participants sont le cœur de métier des Référents de parcours, les missions complémentaires ne devront représenter qu'un temps de travail limité des Référents sous la supervision de l'équipe d'animation du PLIE. Les étapes de droit commun (prestations, formations, aides à l'embauche...) sont mobilisées prioritairement par les Référents.

- **Les sorties du dispositif PLIE**

L'objectif du PLIE est l'accès et le maintien à l'emploi ou à la formation qualifiante de tout participant. Tout parcours d'insertion ne débouche pas vers une insertion professionnelle durable, de ce fait, les autres sorties sont soit des sorties administratives (décès, déménagement, retraite), soit des sorties à l'initiative du PLIE ou du participant (abandon, rupture du contrat d'engagement, interruption de l'accompagnement...). Le référent propose à la Direction du PLIE les sorties concernant les participants qu'il accompagne. Ces sorties sont ensuite prononcées par la Commission de Validation de parcours. Deux cas de figure sont possibles :

- **Sorties positives**

1. Contrat à Durée Indéterminée,
2. CDD de plus de 6 mois,
3. Contrat en alternance de plus de 6 mois,
4. Missions d'intérim de plus de 6 mois consécutifs,
5. Création d'activité,
6. Formation qualifiante (le caractère qualifiant est validé par la Direction du PLIE)

- Sorties autres

1. Les sorties «administratives» : arrêt longue maladie, décès, déménagement, changement de statut...

2. Les sorties négatives: abandon, absentéisme, démission, exclusion...

Les contrats aidés : Les Parcours Emploi Compétence sont considérés comme des étapes de parcours pendant six mois, sauf dispositions particulières du Conseil Départemental. Au-delà de cette période, les instances du PLIE décident, au cas par cas, si une sortie à l'emploi peut être effectuée ou si l'on décide de prolonger le parcours du bénéficiaire, avec son accord, et selon la nature de l'emploi (qualification, durée, amplitude...), les caractéristiques du bénéficiaire (âge...) et ses perspectives professionnelles. Les contrats dans les ateliers et chantiers d'insertion restent des étapes de parcours.

En cas de sortie du dispositif, un courrier sera adressé au participant et au prescripteur.

Avant la Commission de Validation de Parcours, le Référent retourne le dossier complet du participant à l'équipe d'animation pour archivage. L'équipe d'animation saisie dans le logiciel Viesion toute sortie validée.

- **Le rôle de la structure employeur du Référent de parcours**

La structure employeur qui candidate à cet appel à projets s'engage à désigner parmi ses salariés un Référent unique pour l'accompagnement des participants du PLIE.

En cas d'absence prolongée du Référent de parcours initialement désignée, la structure employeur s'engage à remplacer le Référent pour toutes absences de plus d'un mois et ceci dans le délai d'un mois. La structure employeur assure un rôle d'encadrement auprès du ou des référents de parcours salariés notamment afin de s'assurer de la mise en œuvre et du respect de l'ensemble des procédures et de la réalisation des objectifs définis dans le présent appel à projets, dans le dossier de demande de subvention du bénéficiaire et dans la convention de subvention.

La structure employeur s'engage à mettre à la disposition du (des) référent(s) conventionné(s) l'ensemble des moyens nécessaires à l'exercice de sa mission, à savoir: locaux adaptés et identifiés pour l'accompagnement PLIE, postes de travail, postes informatiques, liaison Internet, documentation...

- **Le rôle de l'Équipe d'Animation du PLIE**

Pour l'ensemble de ces missions, le Référent est en relation étroite avec les autres acteurs sociaux de l'insertion qui interviennent en amont ou au cours du parcours du participant.

Il s'appuie sur leurs compétences pour apporter les réponses adéquates aux besoins rencontrés dans l'accompagnement. Il entretient des relations constantes avec l'équipe d'animation du PLIE qui assure la coordination des Référents et l'ingénierie de projet pour proposer les étapes nécessaires en complément de celles existantes dans le droit commun. Il rend compte de ses actions lors de rencontres programmées. Il met en œuvre les procédures et moyens (fiches positionnement – livret de parcours, etc...) définis avec l'équipe d'animation du PLIE. Il transmet en direct toutes les informations utiles à la saisie des données sur les actions engagées.

• Objectifs

Les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre ne seront pas pris en compte lors de la détermination de la partie financière du dossier. Les objectifs à atteindre pour le Référent sont les suivants:

- Quelque soit la volumétrie du portefeuille de suivi:

1. La mise en œuvre d'au minimum 3 étapes pour un parcours de 12 mois en cohérence avec la stratégie définie. Pour les participants entrés en cours d'année civile l'objectif de mise en étape est proratisé au nombre de mois de parcours ;

2. Le renouvellement d'au minimum 50 % du portefeuille des participants accompagnés ;

3. La formalisation d'1 étape de parcours tous les 4 mois ;

4. Concernant les participants en étapes longues : le référent s'engage à avoir 1 contact physique tous les 2 mois minimum avec le participant.

5. Concernant les participants hors étape : le référent de parcours s'engage à avoir au minimum 1 entretien physique par mois avec le participant.

- Pour un référent à mi-temps, soit le suivi de 50 participants sur l'année civile : 15 sorties positives
- Pour un référent à 60 % ETP, soit le suivi de 60 participants sur l'année civile : 18 sorties positives
- Pour un référent à 70 % ETP, soit le suivi de 70 participants sur l'année civile : 21 sorties positives
- Pour un référent à 80 % ETP, soit le suivi de 80 participants sur l'année civile : 24 sorties positives
- Pour un référent à 90 % ETP, soit le suivi de 90 participants sur l'année civile : 27 sorties positives
- Pour un référent à temps plein, soit le suivi de 100 participants sur l'année civile : 30 sorties positives
- Temps de travail dédié à la mission d'accompagnement PLIE :

1. Il est attendu, au minimum, pour chaque référent affecté à l'opération d'accompagnement PLIE, un temps de travail équivalent à un mi-temps. Le référent de parcours devra assurer chaque semaine 5 demi-journées de travail pour le PLIE, de préférence sur 4 jours.

2. Pour les référents de parcours affecté à 60 %, il devra assurer chaque semaine 6 demi-journées de travail pour le PLIE, au minimum sur 5 jours.

3. Pour les référents de parcours affecté à 70 %, il devra assurer chaque semaine 7 demi-journées de travail pour le PLIE, au minimum sur 5 jours.

4. Pour les référents de parcours affecté à 80 %, il devra assurer chaque semaine 8 demi-journées de travail pour le PLIE, au minimum sur 5 jours.

5. Pour les référents de parcours affecté à 90 %, il devra assurer chaque semaine 9 demi-journées de travail pour le PLIE, au minimum sur 5 jours

L'organisation du travail hebdomadaire devra faire l'objet d'un accord avec la Direction du PLIE.

• Actions visées

L'accompagnement global, individualisé et renforcé :

L'intervention du PLIE est centrée sur la mise en place de postes d'accompagnateurs, seuls garants de la construction et du suivi optimal des parcours d'insertion, partagés avec les participants eux-mêmes, en cohérence avec leurs capacités et potentiels mesurés par les partenaires locaux, conformes aux spécificités du marché de l'emploi local, progressifs et adaptés au rythme des personnes éloignées de l'emploi depuis de longues périodes. Les Référents PLIE interviennent dans une structure ayant les compétences pour le faire. Chaque Référent accompagne en moyenne (pour 1 ETP) 100 participants par année. Les conseillers favorisent l'accès à l'emploi durable des personnes. Dans le cadre d'un suivi individualisé, renforcé et global, ils sont garants de la cohérence des parcours d'insertion. Dès réception des prescriptions par les partenaires, les conseillers reçoivent le participant orienté vers le dispositif PLIE afin de lui présenter le dispositif, l'accompagnement, l'engagement contractuel entre le PLIE et le participant et vérifier les critères d'éligibilité.

Dans le cadre du suivi individualisé, le Référent :

- Propose les entrées et sorties des dispositifs PLIE,
- Évalue avec le participant ses besoins pour accéder à l'emploi et les étapes de parcours à mettre en œuvre,
- Mobilise les outils de parcours du PLIE ou du droit commun,
- Évalue les impacts/avancées du parcours par le biais de bilans d'étapes,
- Met en relation avec les structures d'insertion, employeurs, organismes de formation...,
- Anime des réunions collectives à thèmes,
- Utilise les compétences, services propres à sa structure,
- Accompagne jusqu'à l'emploi ou à la solution qualifiante,
- Assure la collecte des indicateurs.

Les référents de parcours accompagnent les participants sur la base d'entretiens individuels tous les quinze jours environ. Cette fréquence peut évidemment varier selon les évolutions des parcours des participants.

• Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique

L'appel à projet vise les structures qui œuvrent dans le champs de l'insertion et l'emploi et, en particulier : les communes et EPCI, les acteurs du Réseau pour l'emploi, les associations, les structures offrant des solutions pour les levées des freins sociaux ou professionnels à l'emploi ainsi que les employeurs, leurs réseaux, les partenaires sociaux et branches professionnelles, les établissements publics.

• Public cible

Les participants cibles de cet OS sont des personnes qui sont effectivement à la recherche d'un emploi et qui adhèrent à la démarche d'accompagnement qui leur est proposée. Dans ce contexte, les participants du PLIE sont prioritairement :

- les personnes demandeurs d'emploi de longue durée ;
- les personnes bénéficiaires du RSA ou des minima sociaux
- les parents isolés ;
- les travailleurs handicapés ;
- les habitants des quartiers prioritaires ;
- les personnes précarisées par le mal-logement et en recherche effective d'emploi ;
- les personnes en situation de précarité financière (QF<770€/mois)

Par principe, il sera recherché une parité homme/femme. Si l'accompagnement des jeunes de moins de 26 ans est du ressort des deux Missions locales actives sur le territoire, il sera possible que des

jeunes de moins de 26 ans sans qualification puissent être bénéficiaires de certaines opérations, dès lors qu'elles seront jugées utiles à leur projet d'insertion socioprofessionnelle. De manière plus globale et en conformité avec le PN FSE+, les publics cibles, en considération des objectifs stratégiques qui seront arbitrés par les élus et les partenaires de Clermont Auvergne Métropole sont les personnes en recherche d'emploi qu'elles soient ou non inscrites auprès du Réseau pour l'emploi, y compris les personnes en activité réduite subie, présentant une ou plusieurs des caractéristiques suivantes notamment :

- les femmes, les jeunes, les seniors, les personnes handicapées ou souffrant d'une affection de longue durée, les demandeurs d'emploi de longue durée ;
- les travailleurs indépendants souhaitant retrouver un emploi salarié ;
- les personnes inactives ;
- les bénéficiaires de minima sociaux (cette condition pourrait être vérifiée après l'entrée dans l'opération dès lors que l'accompagnement mis en place permet cette ouverture de droits);
- les ressortissants de pays tiers ;
- les personnes placées sous-main de justice ;
- les personnes vivant dans des zones urbaines ou rurales prioritaires ;
- les salariés en insertion des structures d'insertion par l'activité économique et des entreprises adaptées.

- **Profils de plan de financement**

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

- **Autre**

Le porteur de projet s'engage à respecter les règles qui s'appliquent à lui, le cas échéant sur la base concernant les modalités de mise en du code de la commande publique, concurrence et de sélection des fournisseurs et prestataires externes quand bien même le forfait de 40% serait octroyé.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+/FTJ

• Textes de référence

Règlement UE 2021/1057 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement UE n°1296/2013

Règlement UE 2021/1060 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE+, au Fonds de cohésion, au FTJ et au FEAMP, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds [...]

Décret no 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

• Architecture et gestion - lignes de partage

Le programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences »

Le Fonds Social européen plus (FSE+) est le principal outil d'investissement social de l'Union européenne et vise à soutenir les politiques de l'Union en matière sociale, d'emploi, d'éducation et de compétences.

En France, la mise en œuvre du FSE+ est partagée entre les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes régionaux « FEDER-FSE+ », et l'État dans le cadre du programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences ».

Le programme national FSE+ dont la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) est autorité de gestion, est structuré en 7 priorités :

- Priorité 1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- Priorité 2 - Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes et renforcer leur employabilité notamment par la réussite éducative ;
- Priorité 3 - Améliorer les compétences et les systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- Priorité 4 - Promouvoir un marché du travail créateur d'emploi, accessible à tous et un environnement de travail inclusif et sain ;
- Priorité 5 - Aide alimentaire et matérielle aux plus démunis ;
- Priorité 6 - Favoriser l'innovation sociale et l'essaiage des dispositifs innovants ;
- Priorité 7 - Répondre aux défis spécifiques des régions ultrapériphériques.

Le contenu détaillé du programme national FSE+ est disponible en ligne : <https://fse.gouv.fr/le-programme-national-fse>.

Le programme national FSE+ se compose d'un volet central, mis en œuvre par la DGEFP, et d'un volet déconcentré, mis en œuvre par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, en tant qu'autorités de gestions déléguées, et leurs organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles).

Le programme national FTJ « emploi et compétences »

Le Fonds de Transition Juste (FTJ) vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique des activités industrielles les plus émettrices de CO2.

En France, 10 territoires correspondant à des zones départementales et infra-départementales de 6 régions métropolitaines sont éligibles :

- Le territoire Normandie – Axe Seine et Bresle ;
- Les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;
- Des territoires des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle et Haut-Rhin ;
- Le territoire du Pacte de Cordemais en Pays-de-la-Loire ;
- Des territoires des départements du Rhône et de l'Isère ;
- Le département des Bouches-du-Rhône.

Dans ces territoires, le FTJ est mis en œuvre par les Régions pour la mise en œuvre des mesures économiques et par l'État pour les mesures du volet emploi et compétences dans le cadre du programme national FTJ « Emploi et compétences ».

Le contenu détaillé du programme national FTJ est disponible en ligne : <https://fse.gouv.fr/le-programme-ftj>.

L'intervention des fonds FTJ s'inscrit dans les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste.

Cadre d'intervention des programmes nationaux FSE+ et FTJ

Dans le cadre des programmes nationaux FSE+ et FTJ, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres appels à projets en cohérence avec les règlements européens et les orientations de chacun des programmes. Ces appels à projets tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;
- Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA).

• Critères communs de sélection des opérations

Conformément à l'article 73 du Règlement (UE) 2021/1060, l'autorité de gestion établit et applique les critères et procédures de sélection des opérations qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les-hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux et de l'Union européenne.

Ces critères et procédures permettent en outre d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs des programmes nationaux. Ils s'appliquent à tous les fonds (FSE+ et FTJ) et à toutes les opérations, y compris celles gérées par les organismes intermédiaires, sous la supervision de l'autorité de gestion.

Conformément à l'article 73.1 du Règlement (UE) 2021/1060, l'autorité de gestion s'assure lors de l'instruction du dossier du respect par l'opération des critères de sélection communs et spécifiques.

1. Principes horizontaux

Les critères de sélection portant sur les principes horizontaux se basent sur les principes fondamentaux de l'Union européenne.

1.1. Non-discrimination

Les projets ne doivent pas induire de discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

1.2. L'accessibilité aux personnes en situation de handicap

L'accessibilité doit être prise en compte dans toutes les productions (sites internet, plateformes, etc.) et services mis à la disposition du public qui sont cofinancés par les fonds européens.

Si l'opération comporte des participants (accompagnement, formation etc.), l'accessibilité est vérifiée à l'instruction de la demande de subvention, puis contrôlée le cas échéant lors de visites sur place effectuées par le gestionnaire et/ou à l'examen de la demande de paiement (bilan d'exécution) lors du contrôle de service fait.

1.3. Égalité entre les femmes et les hommes

Les opérations doivent respecter et favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle doit être intégrée aux différentes étapes de la mise en œuvre de l'opération. La démarche implique une approche d'intégration de la dimension de genre garantissant que toutes les opérations prennent ouvertement et activement en compte leurs incidences sur la situation respective des femmes et des hommes dans la perspective d'une élimination des inégalités.

Afin d'être en mesure de fournir la preuve de l'impact à cet égard, le porteur de projet doit indiquer de quelle manière et par quel type d'actions il prend en compte ce principe dès sa demande de subvention, et doit rendre compte de l'atteinte de ces objectifs dans son bilan d'exécution.

1.4. Développement durable et politique de l'Union européenne dans le domaine de l'environnement

À la suite de la réalisation d'une analyse ex ante, les opérations éligibles au programme ont été jugées comme répondant au principe « Do no significant harm » (DNSH).

2. Critères communs

2.1. Règles d'éligibilité communes

Les opérations déposées au titre des programmes nationaux FSE+ et FTJ sont éligibles aux conditions suivantes :

- L'appel à projets s'inscrit dans le cadre temporel de l'article 63.2 du Règlement (UE) 2021/1060 ;
- Elles ne sont pas matériellement achevées ou totalement mises en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit déposée, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués ;
- Elles peuvent être mises en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme ;
- Elles font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération selon les dispositions prévues à l'article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 ;
- Elles mettent en œuvre les dispositions en matière de suivi des participants prévues par le règlement (UE) 2021/1057 ;
- Les dépenses valorisées sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et respectent les règles européennes et nationales (Règlement (UE) 2021/1060, Règlement (UE) 2021/1057, Règlement (UE) 2021/1056, Décret n°2022 608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens, respect des règles de la commande publique, de la réglementation des aides d'État, de l'absence de double financement etc.) ;
- Elles sont engagées par le ou les organismes mettant en œuvre l'opération et payées pendant la période d'éligibilité de la convention portant octroi de l'aide FSE+/FTJ dans le respect des dispositions de l'article 63 du règlement (UE)2021/1060 (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux applicables) ;
- Les dépenses doivent en outre être justifiées par des pièces probantes, à l'exception des forfaits. L'utilisation d'options de coûts simplifiés permet de recourir à des forfaits sans qu'une étude préalable soit nécessaire pour justifier que le forfait est juste, équitable et vérifiable ;
- Les dépenses de personnel sont éligibles si elles correspondent à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée ou si elles sont conformes au droit national applicable, aux conventions collectives ou aux statistiques officielles ;
- Les associations et fondations qui sollicitent une subvention au titre des programmes nationaux FSE+ ou FTJ s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

2.2. Critères communs de priorisation des opérations

Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans les programmes nationaux au niveau de chaque priorité et objectif spécifique :

- Les organismes porteurs de projets doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution des opérations telles que prescrites par les textes européens et nationaux applicables, en particulier les obligations liées au bénéfice d'une aide du FSE+ ou du FTJ ;
- Le volume de l'aide et la dimension de l'opération doivent être subordonnés à une analyse en termes de coûts/avantages du financement par le FSE+ ou le FTJ au regard des contraintes de gestion et de suivi de l'opération cofinancée afin d'encourager la concentration des crédits.

En outre, sont privilégiées les opérations présentant une « valeur ajoutée européenne » et répondant aux exigences suivantes :



- La logique de projet (stratégie, objectifs, moyens, résultats) ;
- La qualité du partenariat réuni autour du projet ;
- L'effet levier du projet, y compris sur l'amélioration de la situation des participants ;
- Le nombre de participants, leur ciblage et sa cohérence avec les objectifs du programme et du cadre de performance.

En complément, pour les opérations déposées au titre de la priorité 5 (aide alimentaire et matérielle) du programme national FSE+ sont privilégiées les opérations qui répondent aux critères suivants :

- La capacité des projets à répondre à un objectif d'intégration sociale des personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale en leur donnant un accès digne à une alimentation saine, équilibrée et de qualité et à des biens de première nécessité ;
- La qualité de l'accompagnement social proposé ;
- La capacité des projets à limiter au minimum les déchets d'emballage ;
- La présence et la qualité de liens avec les producteurs locaux pour la fourniture de produits abordables ;
- L'examen de l'impact environnemental des opérations avec un objectif de réduction de cet impact ;
- L'association/emploi de personnes issues des groupes défavorisés pour la fourniture de l'aide.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

- Les financements européens seront exclusivement attribués à des opérations individuelles et à des personnes morales, après instruction des demandes de subvention par l'Équipe de gestion FSE de la Métropole Clermontoise et après validation de l'octroi de la subvention par le Conseil Métropolitain. Les porteurs de projet s'engagent à répondre de manière précise à l'ensemble des demandes de compléments qui seront émises lors de l'instruction de leur demande de subvention et dans des délais raisonnables.
- L'opération FSE ne doit pas s'assimiler au fonctionnement global de la structure porteuse de projet. Le FSE+ finance des opérations menées par les structures. La sélection des opérations s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère novateur et transférable de l'opération.
- La demande de subvention doit être renseignée dans MDFSE+ et être déposée avant la date de fin de l'appel à projet. Les opérations achevées à la date de dépôt de la demande de subvention ne sont pas éligibles. La demande de subvention doit être précise, claire et détaillée sur le contenu de l'opération, les moyens dédiés, les objectifs visés, les outils de suivi de la réalisation de l'opération et de justification des dépenses et ressources qui devront être transmis lors du contrôle de service fait (des exemples pourront être sollicités lors de l'instruction de la demande de subvention) ...

- La subvention FSE+ intervient en cofinancement aux côtés d'autres ressources. Il s'agit d'une aide additionnelle. Les porteurs de projets doivent disposer d'une trésorerie compatible avec le développement de leur projet. La liquidation de la subvention FSE se fera après la réalisation de l'opération et son contrôle en vue de rembourser les dépenses justifiées. De fait l'appel à projet ne finance pas les structures en difficultés financières.
- L'opération FSE doit viser la prise en charge de participants issus de la Métropole Clermontoise pour les opérations d'assistance aux personnes.

Les lignes de partage sur l'intervention de la Priorité 1 du FSE+ ont été actées, sous l'égide des services de l'État, entre le Conseil Départemental du Puy-de-Dôme et la Métropole Clermontoise. Ces lignes de partage ont fait l'objet d'une délibération du Conseil Métropolitain en date du 30 juin 2023. La répartition est notamment effectuée en fonction des compétences de chaque organisme intermédiaire mais également sur la base des territoires géographiques d'intervention.

- La Métropole est ainsi compétente pour la gestion du FSE sur son territoire d'intervention sur les thématiques suivantes :

1. Repérage, orientation et accompagnement personnalisé et adapté vers l'emploi (hors actions de formation) - OS H
 2. Levée des freins sociaux (mobilité, l'accueil/garde collective des jeunes enfants, accès aux droits, aux soins, y compris psychologiques, prise en charge des addictions, accès/ maintien au logement aide matérielle ou financière nécessaire à l'accès à l'emploi, insertion numérique, etc.) - OS H
 3. Évolution des pratiques de recrutement à travers notamment la médiation vers l'emploi - OS H
 4. Appui à l'émergence des pratiques (équilibre vie professionnelle/vie privée, emploi de personnes handicapées, etc.), leur capitalisation et leur essaimage - OS H
 5. L'animation du dispositif PLIE et la coordination des acteurs du territoire en la matière - OS H
 6. Actions d'accompagnement des personnes à risque ou en situation de pauvreté et/ou exclues, accompagnement pluridisciplinaire - OS L
 7. Accompagnement pluridisciplinaire vers et dans le logement (hors investissement), y compris pour les ménages logés dans les logements temporaires, pour favoriser l'accès à un logement pérenne - OS L
- La Métropole intervient sur l'ensemble du territoire départemental pour le développement des aspects sociaux et des achats responsables dans la commande publique et la commande privée (dont clauses sociales) - OS H
 - Le Conseil Départemental intervient sur les autres thématiques de la Priorité 1 et sur son territoire hors Métropole pour les thèmes du premier point ci-dessus.

Concernant les lignes de partage sur l'intervention du FSE+ entre Clermont Auvergne Métropole et le Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes : En France, la particularité du FSE+ repose sur un pilotage et une mise en œuvre partagés entre les services de l'État (avec les organismes intermédiaires comme la Métropole Clermontoise) et les Régions en fonction de leurs domaines de compétences. Cette particularité nécessite une coordination des actions entre le programme national et les programmes régionaux afin d'assurer une stratégie cohérente du FSE+ en France, d'informer les acteurs du fonds de façon lisible et de garantir l'absence de double-financement européen des projets. L'État et les Régions ont conclu à un accord cadre par grandes thématiques du FSE+ à partir d'une analyse des compétences légales et des travaux préparatoires à l'élaboration des programmes aux niveaux national et régional. Cet accord cadre a permis de répartir les types d'actions entre l'État et les régions au sein de trois grandes thématiques : emploi, formation-éducation et inclusion sociale. Lorsque les interventions pouvaient être partagées, l'accord cadre renvoie à un accord local de lignes de partage conclu entre les Préfets et Présidents de Région dans chaque Région. Ces accords permettent de prendre en compte les spécificités de chaque territoire. L'accord cadre national et les différents accords régionaux sont publiés sur le site Internet du FSE : https://fse.gouv.fr/sites/default/files/2023-03/ARA%20LP%20Etat%20R%C3%A9gion_1.pdf

La Métropole clermontoise s'inscrit dans le cadre de ces lignes de partage entre l'État et le Conseil Régional.

● Critères spécifiques de sélection des opérations

En cas de choix à opérer dans le cadre de la programmation des crédits FSE +, au regard des moyens financiers disponibles, Clermont Auvergne Métropole portera une attention particulière sur :

- Le caractère innovant du projet
- L'impact du projet sur l'objectif poursuivi, le public accompagné et le territoire
- L'effet levier pour l'emploi
- Le caractère anticipatif des opérations sur les problématiques de mutations économiques et sociales
- La prise en compte de la question environnementale et de ses conséquences dans le projet
- La prise en compte des caractéristiques du territoire
- La cohérence avec d'autres programmes ou dispositifs mis en œuvre sur le territoire (ex : le Programme Départemental d'Insertion)
- L'expérience du porteur de projet dans le domaine et/ou sur les fonds européens
- L'adéquation entre la capacité financière et l'envergure du projet

● Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses

Ci-dessous d'autres éléments sur les modalités de suivi administratives des opérations FSE à mettre en œuvre.

- L'organisme partenaire s'engage à renseigner régulièrement les documents suivants adressés à l'Équipe d'animation du PLIE et à archiver les justificatifs :

1. La fiche de prescription sur l'étape de parcours
2. Les feuilles d'émargements des participants et des intervenants conformes aux attentes du FSE :

A chaque contact, l'intervenant doit faire signer le participant sur une feuille d'épargne prévu à cet effet. La feuille d'épargne devra être conservée dans le dossier du participant toute la durée de l'action. Les feuilles d'épargne font apparaître la publicité du financement FSE (logo de Clermont Auvergne Métropole et logo de l'Union Européenne et mention type obligatoire) et retracent, par demi journée, l'heure de début et de fin, la date et l'intitulé de l'accompagnement ou de la formation. De plus, les feuilles d'épargne doivent être signées par chaque participant ainsi que par l'intervenant et préciser les noms et prénoms des différents signataires.

3. Des épargements devront également systématiquement être tenus pour toutes les réunions et rencontres avec les partenaires.

- La structure bénéficiaire de la subvention FSE a l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Le bénéficiaire s'engage à renseigner de manière exhaustive ces données que ce soit pour les indicateurs de réalisation ou de résultats. Afin de renseigner les indicateurs de réalisation, le bénéficiaire s'appuiera sur le questionnaire DGEFP de collecte des indicateurs relatifs aux participants.
- L'ensemble des pièces comptables et non comptables justifiant des dépenses et de la réalisation effective de l'opération doit être archivé par la structure bénéficiaire en vue de la réalisation de la phase de contrôle de service fait et le cas échéant de contrôle ultérieurs des autorités habilitées.

Concernant l'éligibilité des dépenses, il est également nécessaire de prendre en compte les points suivants :

- Elles relèvent des catégories de dépenses autorisées par la réglementation en particulier le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée. Dans le cadre de l'instruction du projet, le service FSE peut ainsi être amené à écarter des dépenses notamment si le lien à l'opération n'est pas clairement défini.
- Elles sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et communautaires applicables) ;
- La mise en concurrence des dépenses d'achat de biens et services quand bien même le forfait de 40% serait octroyé sur l'opération FSE+ ;
- Elles peuvent être justifiées par des pièces comptables justificatives probantes ;
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de subvention.
- Aux termes de l'article 16§4 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE.
- Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les

principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain qui sera déposée dans MDFSE + dans les pièces jointes à la demande de concours. Ce formulaire est à télécharger sur le site internet de la DREETS : « <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr> **Mobiliser-le-Fonds-Social-Europeen** »

- Pour les opérations de moins de 200 000 € une option de coût simplifiée (OCS) est obligatoire selon le principe suivant : « Chaque dépense valorisée dans le plan de financement doit être couverte par une OCS, et seules les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires peuvent être valorisées au réel (Cette obligation ne concerne pas les projets dont le régime d'aide d'Etat est « aides de minimis) »

- **Autre**

Obligations :

La structure bénéficiaire et les intervenants doivent respecter les obligations de publicité liées au financement du FSE (Le bénéficiaire est tenu d'apposer sur tout document ou support de communication relatif à l'opération (plaquette, brochure, affiche, rapport, compte-rendu, émargement, document en lien avec le participant...), les trois éléments suivants:

- Le drapeau européen
- La mention « cofinancé(e) par l'Union européenne »
- Le logo de Clermont Auvergne Métropole

La structure bénéficiaire et le Référent de l'action doivent prendre en compte les priorités transversales du FSE, de façon obligatoire pour la priorité d'égalité femmes/hommes et l'accessibilité aux personnes handicapées. La prise en compte des priorités devra être précisée dans le dossier de demande de concours FSE (égalité femmes/hommes, égalité des chances et non-discrimination, accès aux personnes handicapées).

De manière plus générale, toute la procédure administrative de gestion de l'opération FSE sera réalisée via l'applicatif Ma démarche FSE+, aussi, tous les candidats au présent appel à projets s'engagent à utiliser ce système d'information pour la gestion de l'opération FSE.

L'équipe du dispositif PLIE est à la disposition des candidats pour toutes questions concernant l'appel à projet et la procédure de ce dernier.

Suite à la réception des dossiers de demande de concours FSE, une attestation de dépôt sera transmise au candidat puis l'Équipe de gestion de la Métropole étudiera la recevabilité (complétude du dossier) des demandes. Le cas échéant une attestation de recevabilité sera transmise aux candidats ou il sera émis une demande de compléments. Les demandes de concours FSE recevables seront instruites puis présentées au Comité de Pilotage du PLIE et au Conseil Métropolitain de Clermont Auvergne Métropole. Les candidats recevront une notification de la décision des instances précitées et le cas échéant une convention de subvention.

Pour rappel, la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), autorité de gestion du programme national FSE + 2021-2027, met en place la plateforme Elios, une plateforme spécifiquement dédiée au signalement des soupçons de fraude. Elios permet à tout lanceur d'alerte ayant connaissance d'un soupçon de fraude ou de conflit d'intérêt dans la mise en œuvre du programme national du Fonds Social Européen+ de déposer un signalement via un formulaire accessible depuis la page <https://www.plateforme-elios.fse.gouv.fr/>

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

• Publicité et information

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

- a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :
 - i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;
 - ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;
- e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.



- **Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités**

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

- **Suivi des indicateurs**

[Consulter l'annexe de suivi des indicateurs](#)